

**COUR D'APPEL DE PARIS
ORDONNANCE SUR INCIDENT
DEVANT LE MAGISTRAT CHARGÉ DE LA MISE EN
ÉTAT du 21 septembre 2021**

**Pôle 5 - Chambre 1
N° RG 21/09583 - N° Portalis 35L7-V-B7F-CDWT3**

Nature de l'acte de saisine : Déclaration d'appel valant inscription au rôle

Date de l'acte de saisine : 20 mai 2021

Date de saisine : 27 mai 2021

Nature de l'affaire : Demande en contrefaçon de marque communautaire

Décision attaquée : n° 20/10006 rendue par le Président du TJ de PARIS le 4 mars 2021

Appelante :

S.A.S. PMJC agissant poursuites et diligences en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège,

représentée par M^e Arnaud GUYONNET de la SCP AFG, avocat au barreau de PARIS, toque : L0044 - N° du dossier 00083740

Intimé :

Monsieur Jean-Charles C,

représenté par M^e Matthieu BOCCON GIBOD de la SELARL LEXAVOUE PARIS-VERSAILLES, avocat au barreau de PARIS, toque : C2477 - N° du dossier 2166244

Nous, Déborah BOHÉE, conseillère déléguée,
Assistée de Karine A, Greffier,

Vu l'ordonnance rendue par le juges des référés du tribunal judiciaire de Paris le 4 mars 2021 qui a notamment rejeté la demande aux fins de mainlevée de la saisie contrefaçon présentée par la société PMJC et qui a ordonné la remise intégrale d'un certain nombre de documents à M. Jean-Charles C, la remise d'autres documents avec occultations et la restitution d'autres pièces à la société PMJC,

Vu l'appel relevé par la société PMJC le 20 mai 2021,

Vu les dernières conclusions d'incident notifiées par voie électronique le 16 juillet 2021 par lesquelles M. Jean-Charles C demande au

Président, par application des dispositions des articles 527, 490 et 528 du code de procédure civile , de déclarer l'appel formé par la société PMJC irrecevable et de la condamner à lui régler la somme de 2.000 ' en vertu des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile et aux dépens de la procédure, faisant notamment valoir que la société PMJC a interjeté appel le 20 mai 2021 alors que le délai d'appel expirait le 1er avril 2021 ;

Vu les dernières conclusions d'incident notifiées par voie électronique le 16 juillet 2021 par lesquelles M. Jean-Charles C demande notamment au Président, par application des dispositions des articles 490, 654, 655, 656 du code de procédure civile de juger irrégulière la signification de l'ordonnance dont appel et de déclarer en conséquence l'appel formé par la société PMJC le 20 mai 2021 recevable, outre l'octroi d'une somme de 700 ' en application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

Vu l'audience du 31 août 2021 à laquelle les conseils des parties ont été appelés à présenter leurs observations ;

SUR CE,

Par application de l'article 490 du code de procédure civile, le délai d'appel d'une ordonnance de référé est de quinze jours. Et en vertu des articles 528 et 677 du code de procédure civile, le délai court en principe à compter de la notification de la décision qui doit être faite à la partie elle-même.

En l'espèce, l'ordonnance de référé du 4 mars 2021 a été notifiée par signification de l'acte à l'étude le 17 mars 2021, de sorte que le délai d'appel expirait le 1er avril 2021.Or, la société PMJC a relevé appel le 20 mai 2021.

Pour contester la tardiveté de son appel, la société PMJC soutient que la signification opérée par l'huissier de justice en application de l'article 655 est irrégulière, de sorte que le délai d'appel n'a pas commencé à courir.

Cependant, il convient de constater que l'ordonnance du 4 mars 2021 a été signifiée à la société PMJC suivant un acte d'huissier du 17 mars 2021. L'huissier instrumentaire a constaté en page deux de son procès-verbal de 'signification à l'étude', s'agissant des modalités de la remise, que la signification à personne s'est avérée impossible, en précisant l'absence de toute personne capable ou acceptant de recevoir l'acte, et ajoutant que le domicile est certain *'ainsi qu'il résulte des vérifications suivantes:*

- *le nom est inscrit sur le tableau des résidents,*
- *le nom est inscrit sur la boîte aux lettres,*

- l'adresse nous a été confirmée par le voisinage.'

Le procès-verbal mentionne par ailleurs que copie de l'acte a été déposée en l'étude, un avis de passage, conformément à l'article 656 du code de procédure civile étant laissé le même jour à l'adresse du signifié, et la lettre prévue à l'article 658 comportant les mêmes mentions que l'avis de passage et copie de l'acte de signification étant adressée le 18 mars 2021.

La première page du procès-verbal indique encore que le destinataire dispose d'un délai de 15 jours à compter de '*la signification du présent acte*' pour interjeter appel de l'ordonnance.

En conséquence, la société PMJC n'est pas fondée à soutenir que l'huissier de justice n'aurait pas procédé à toutes les diligences requises au sens des articles 655 et 656 du code de procédure civile, au regard des mentions portées sur le procès-verbal telles que mentionnées ci-dessus, et alors qu'il doit être relevé que la société PMJC ne conteste pas que l'adresse de signification, et par conséquent, les vérifications opérées, correspondent effectivement à son siège social, l'huissier n'ayant pas à se présenter plusieurs fois au domicile du destinataire pour parvenir à signifier l'acte à personne, lorsque celle-ci était absente la première fois.

En outre, le fait que le même huissier de justice a pu procéder, au sein de ces mêmes locaux, à une saisie contrefaçon quelques mois auparavant ne saurait lui être opposé pour lui reprocher un défaut de diligences : ainsi, si effectivement, il a, à cette occasion, pu rencontrer un salarié de la société PMJC, il lui a été précisé que ce dernier n'était '*pas le représentant de la société, ni habilité*', de sorte qu'il ne peut lui être reproché de ne pas avoir pris contact avec ce dernier pour lui signifier directement l'acte.

Il résulte, en conséquence, de l'ensemble de ces mentions et indications précises que la signification de l'ordonnance de référé, rendue contradictoirement le 4 mars 2021, a été régulièrement faite à domicile et qu'en conséquence, le point de départ du délai d'appel a bien couru à compter de la date de signification régulière de l'ordonnance de référé, soit le 17 mars 2021.

Or, la déclaration d'appel de la société PMJC a été présentée le 20 mai 2021, soit au-delà du délai requis.

Il s'ensuit que, par application des dispositions précitées, l'appel de la société PMJC est tardif. Il est par conséquent irrecevable.

Cet appel, bien que déclaré irrecevable, a contraint M. Jean-Charles C à engager des frais irrépétibles et dépens, de sorte que l'équité commande de condamner la société PMJC à lui verser une somme de

1.000' au titre de l'article 700 du code de procédure civile outre le paiement des dépens.

PAR CES MOTIFS,

Déclare irrecevable l'appel interjeté par la société PMJC,

Condamne la société PMJC à verser à M. Jean-Charles C la somme de 1.000' au titre de l'article 700 du code de procédure civile,

Condamne la société PMJC aux dépens de la procédure d'appel, dans les conditions prévues par les dispositions de l'article 699 du code de procédure civile.

Ordonnance rendue par Déborah BOHÉE, conseillère déléguée, assistée de Karine A, greffière présente lors de la mise à disposition de l'ordonnance au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile

Le greffier La conseillère